Vendredi 15 septembre 1978 – No 930

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Rentrée

C'est vendredi que près de treize millions d'enfants et d'adolescents vont reprendre ou prendre le chemin de l'école. Pour les huit cent mille fonctionnaires de l'Éducation nationale, dont six cent cinquante mille enseignants, la rentrée s'effectuait jeudi.

Ainsi, la grosse entreprise que constitue l'école se remet à tourner, elle reprend son activité qui consiste à « traiter » la jeunesse du pays. Vous trouverez la description un peu rude. Mais c'est le vocabulaire qu'utilise Beullac, le ministre de l'Éducation. Cet homme-là, qui est un industriel, sait de quoi il parle. Et si son propos est cynique, il décrit assez bien ce qu'est l'école capitaliste : une grande entreprise qui doit fournir de la main-d'œuvre pour les monopoles.

Les ministres successifs et leurs réformes, en particulier la réforme Haby, ont œuvré depuis longtemps dans ce sens. Leur but, c'est d'ajuster le mieux possible le rôle de formation et d'éducation assuré par l'école aux besoins des capitalistes.

Évidemment, dans un tel programme, il y a peu de place pour l'épanouissement de la jeunesse, mais les hommes des monopoles ne s'embarrassent pas de sentiments, cela Barre nous l'a suffisamment appris. Et si les maitres ne sont pas d'accord, ils seront mis au pas.

Mais ce n'est pas tout car, s'il y a aujourd'hui ceux qui rentrent à l'école, il y a aussi ceux qui en sont sortis. Pour eux, il n'existe que peu d'endroits où rentrer. Si ce n'est le bureau de chômage. « Jeunes à la recherche d'un premier emploi », ils sont plusieurs centaines de mille condamnés à attendre le service militaire sans pouvoir travailler. Ce qu'ils trouveront au mieux, ce sont ces contrats temporaires où ils apprendront très vite la dure signification d'un mot qu'on ne leur avait pas appris à l'école : l'exploitation.

La jeunesse a droit à autre chose qu'à un avenir formé au moule impitoyable des intérêts capitalistes. Elle a droit à autre chose qu'à un avenir fait d'incertitudes et de chômage, qu'à ce gâchis de ses capacités créatrices.

Et c'est bien là un des chefs d'accusation le plus grave qui pèse sur cette société qui n'est un paradis que pour les banquiers et les patrons.

Une société où le mot rentrée n'a qu'une signification, celle de rentrée d'argent, de profit.

Claude BUISSON

(Voir dossier en page 8)

13 millions d'enfants à l'école

Mais quel avenir ?

Vendredi 15, treize millions d'élèves remplissent les bancs de cette grande entreprise qu'est l'école. C'est monsieur Beullac lui-même ancien ministre du chômage qui affectionne le terme « d'entreprise » pour l'école qu'il dirige désormais. Et il parle de nos enfants en terme de « produits ». Ce langage cru donne le ton bien plus que les bonne intentions affichées par ailleurs (formation des maitresses, etc.) sur ce qu'il réserve aux élèves : l'école du chômage et des bas salaires. D'ailleurs l'école bourgeoise n'est-elle pas conçue pour cela ?

Réouverture du procès des syndicalistes tunisiens

L'ENJEU

Le procès des syndicalistes tunisiens a repris ce jeudi, cette fois, devant la Cour de Sûreté de l'État, les autres juridictions s'étaient déclarées incompétentes.

Cela donne d'ailleurs toute sa dimension politique à cette affaire où les seuls motifs pour lesquels le gouvernement tunisien a arrêté et veut condamner ces syndicalistes sont en effet politiques : il s'agit de l'indépendance de l'UGTT à l'égard du Parti gouvernemental (le Néo-Destour), de son orientation patriotique et de défense des intérêts des ouvriers et de tous les travailleurs tunisiens, contre les mesures antisociales du gouvernement, pour les libertés démocratiques.

C'est dans cette voie que s'était engagée l'UGTT. C'est pour s'y opposer que le gouvernement et sa police montaient constamment des provocations et des attaques contre l'UGTT, ses dirigeants, ses permanences. Et c'est pour la défense de leur syndicat qu'avaient fait grève et manifesté le 26 janvier des milliers et des milliers de travailleurs tunisiens. On sait la violente répression contre ces manifestations qui fit des dizaines de morts ce jour-là et les suivants : quatre cents, dont la plupart sont des jeunes de moins de 18 ans ! On sait l'arrestation qui suivit des dirigeants de l'UGTT comme Habib Achour et de nombreux syndicalistes, et le remplacement de la direction légitime par une direction tenue en main par le parti gouvernemental.

A ce sujet, la nouvelle phase du procès s'ouvre au moment où une dizaine de responsables d'après le 26 janvier ont démissionné. « *L'action de l'UGTT a été vidée de son contenu de masse, et tout ce qu'a entrepris la nouvelle direction a été de liquider les structures syndicales légitimes à tous les niveaux.* » C'est ce qu'écrit l'un d'eux dans sa lettre de démission. C'est dire que l'opération de reprise en main n'est pas une réussite ! Dans le même temps, la diffusion du journal de l'UGTT, *Echchaab*, est tombée de plusieurs dizaines de milliers à quelques milliers.

La lutte pour un syndicat indépendant et autonome qui se mène en Tunisie est une lutte fondamentale de la classe ouvrière tunisienne. Elle est partie intégrante de celle de la classe ouvrière du monde entier : qu'on songe à des pays comme l'URSS où le syndicat est devenu partie intégrante de l'appareil d'État et instrument d'oppression de la classe ouvrière !

Elle concerne, bien sûr, la classe ouvrière de notre pays qui a, elle aussi, à mener le combat pour un syndicalisme indépendant du gouvernement ou des partis aspirant à en prendre les rênes.

C'était le 26 janvier 1978, à Tunis, la répression sanglante d'une manifestation de soutien à l'UGTT.

SOMMAIRE

Nouvelles mesures d'accélération de l'exode rural

– A la campagne : C'est aussi la concentration ; elle signifie la mort des petites exploitations, l'exode rural, l'appauvrissement des pauvres et l'enrichissement des plus riches.
(Voir en page 5)

Portugal : bataille pour un gouvernement

– Portugal : Crise politique et instabilité : où en est le Portugal aujourd'hui ?
(Voir en page 2)

Les paroles et les actes de Séguy et Maire

– Séguy et Maire : Ils vont se rencontrer lundi pour quoi faire ? Et depuis leurs discours de rentrée, qu'ont-ils fait ?
(Voir en page 4)

LE MONDE EN MARCHE

Portugal

Bataille pour un gouvernement

La crise politique qui sévissait depuis plusieurs mois au Portugal s'est concrétisée par le départ du premier ministre Soares. Le président de la République Eanes a alors fait appel à Nobre Da Costa pour former un nouveau gouvernement qui a été constitué le 28 août dernier.

Trois motions de censure ont déjà été déposées contre lui à l'Assemblée de la République par le PCP, le PS et les centristes du CDS et son sort semble précaire.

Le nouveau gouvernement est fort contesté. Les centristes l'accusent d'être trop *« à gauche »* : trois des ministres seraient connus comme étant proches du PCP. Ils sont prévus aux postes des Affaires sociales, du Travail et des Affaires étrangères (concession grave faite au PCP quand on sait les positions pro-soviétiques de ce Parti). Cependant, le Parti révisionniste accuse ce nouveau gouvernement d'être trop *« à droite »* et le PS l'accuse d'être opportuniste envers la *« droite »* et la *« gauche »*. Dans cette bataille de requins, on ne se fait pas de cadeaux. Accusé d'avoir été très lié dans le passé à l'oligarchie financière du pays, Nobre Da Costa réplique en accusant les autres et notamment les socialistes : *« M. Soares n'a t-il pas été l'avocat de la famille Melo ? et le numéro deux du PS, M. Zenha, n'a-t-il pas plaidé la cause de Champillaud ? »*. Ces deux familles possédaient d'immenses fortunes et constituaient un ferme soutien du régime fasciste de Salazar et Caetano.

De tous côtés, on se renvoie la balle sur les incapacités des uns et des autres à sortir le pays de la crise. Ainsi, ce gourvernement débute mal, et il n'est pas impossible qu'il tombe avant même d'avoir gouverné.

UN NOUVEAU COMPROMIS

Ce nouveau gouvernement est comme les précédents un compromis, aucune force politique n'ayant à elle seule la possibilité de gouverner avec l'accord de la majorité du Parlement.

Jusqu'à présent il a suffi qu'une coalition formée entre deux partis s'écroule pour qu'une nouvelle crise gouvernementale s'instaure. C'est pourquoi le premier ministre a choisi de former un groupe de *« technicien »*, pour tenter de composer avec toutes les forces en présence. Cependant chacun de ces partis se sent lésé, espérant obtenir plus de postes pour gérer l'État qui possède une grande partie de l'économie, vu l'importance de secteur nationalisé au Portugal.

POUR UNE MEME POLITIQUE

Toute cette bataille dans la *« haute »* ne changera rien par contre pour les travailleurs.

Selon des diverses déclarations, ce gouvernement ne fera que poursuivre la politique qui avait été décidée entre le PS et le CDS lors de la constitution du précédent gouvernement.

On peut résumer cette politique en quelques mots : faire payer la crise économique, dont les conséquences se font de plus en plus alarmantes dans le pays, aux travailleurs ; revenir sur tous les acquis de la Révolution du 24 avril, tant au niveau économique qu'au niveau des libertés et droits démocratiques. Tout sera fait pour accroître le développement des groupes monopolistes à l'intérieur du pays, notamment dans le secteur bancaire. Par ailleurs sont prévues quelques modifications de la politique d'austérité, modifications qui iront dans le sens de l'accroissement des difficultés pour les travailleurs.

UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION

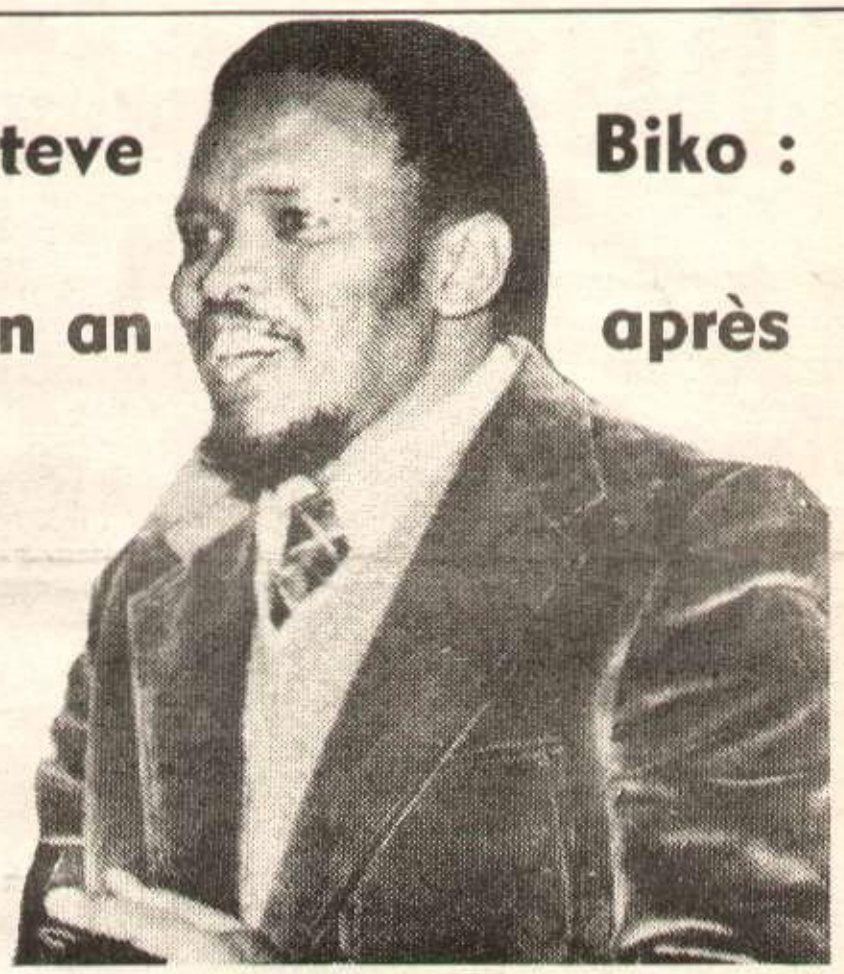
Si ce nouveau gouvernement rencontre un échec, il faudra attendre qu'une nouvelle coalition se forme entre les partis bourgeois pour que le Portugal possède un gouvernement. De toute manière, en admettant que gouvernement puisse passer au travers du vote parlementaire et prendre en main les affaires du pays, Nobre Da Costa se retirera dès qu'un accord entre partis sera susceptible de constituer une *« force majoritaire stable et cohérente »*.

Sinon, il parait probable que des élections anticipées soient décidées pour le premier trimestre de l'année 1979.

Ainsi, loin d'être endiguée, la crise politique semble se poursuivre de plus belle et la lutte entre les factions de la bourgeoisie se fait de plus en plus âpre pour le partage du gâteau.

Evelyne LE GUEN

Steve Biko : un an après



Il y a un an mourrait, assassiné dans sa cellule de la prison de Prétoria, Steve Biko, leader noir et fondateur du Mouvement de la conscience noire et de l'Organisation des étudiants noirs sud-africains. Ces deux mouvements avaient activement participé à la révolte de Soweto, en juin 1976. Arrêté début septembre, Steve Biko devait finalement succomber après quinze jours de sévices et de tortures au cours d'un « interrogatoire ». Prise en main par la « justice » sud-africaine, cette affaire fut d'ailleurs soigneusement étouffée.

Un an après donc, le régime raciste de Vorster fête, à sa manière, cet assassinat en arrêtant, dimanche dernier, sa sœur cadette et son mari et en les incarcérant à la prison de King-Williamstown. En même temps qu'eux, d'ailleurs, ont été arrêtés de nombreux anciens amis de Steve Biko. Une vingtaine en tout auraient été arrêtés.

Camp David : vers le fiasco

Le sommet de Camp David qui réunit depuis une semaine Carter, Bégin et Sadate semble devoir se terminer rapidement sur l'échec attendu. Les rencontres tripartites ont été annulées et la conférence se solde aujourd'hui à une succession de discussions entre Carter et Begin d'une part et Carter et Sadate d'autre part.

Conformément à ce qui était prévu, les Israéliens se sont cantonnés à leurs position initiales, c'est-à-dire à un refus de tout retrait des territoires occupés. L'échec de cette conférence n'est d'ailleurs pas dû uniquement à cette position que l'on connaissait à l'avance. La conférence de Camp David était condamnée d'avance. Il était illusoire en effet de vouloir régler le problème des territoires occupés indépendamment de l'ensemble du problème du Proche-Orient. Et le problème fondamental de la région, c'est le problème de l'existence et du droit à une patrie du peuple palestinien. Or, Camp David était avant tout une tentative, sous la houlette américaine, de trouver une solution en dehors de l'OLP. C'est en cela que son échec était inscrit.

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel

Iran

Quand la répression se cache derrière la « lutte contre la corruption»

Voici un extrait d'un texte diffusé par l'Union des Étudiants iraniens en France (membre de la CISNU). Ce texte qui soutient fortement la résistance du peuple iranien contre la dictature sanglante du Shah et l'impérialisme américain, fait, par ailleurs, le point sur un autre ennemi du peuple iranien, le social-impérialisme et le Parti prosoviétique, Toudeh.

Après les massacres de la semaine dernière et l'instauration du couvre-feu dans la capitale iranienne, Téhéran, de nouvelles manifestations ont éclaté dans des villes de province qui n'avaient pas encore été touchées par la loi martiale.

De son côté, le chef religieux Khomeyni, en exil en Irak, a lancé un appel au peuple iranien pour une grève générale ce jeudi 14.

ARRESTATIONS

Du côté gouvernemental, la répression se poursuit contre des personnalités de l'opposition. Un communiqué de la radio iranienne a ainsi annoncé l'arrestation du chef religieux Nouri, connu pour ses prêches contre le Shah à la mosquée de Jaleh.

Quand à la presse gouvernementale, elle mène campagne sur *« la lutte contre la corruption »* parmi les hauts fonctionnaires et les hommes d'affaires. Des ministres seraient sur le point d'être arrêtés.

DÉMAGOGIE

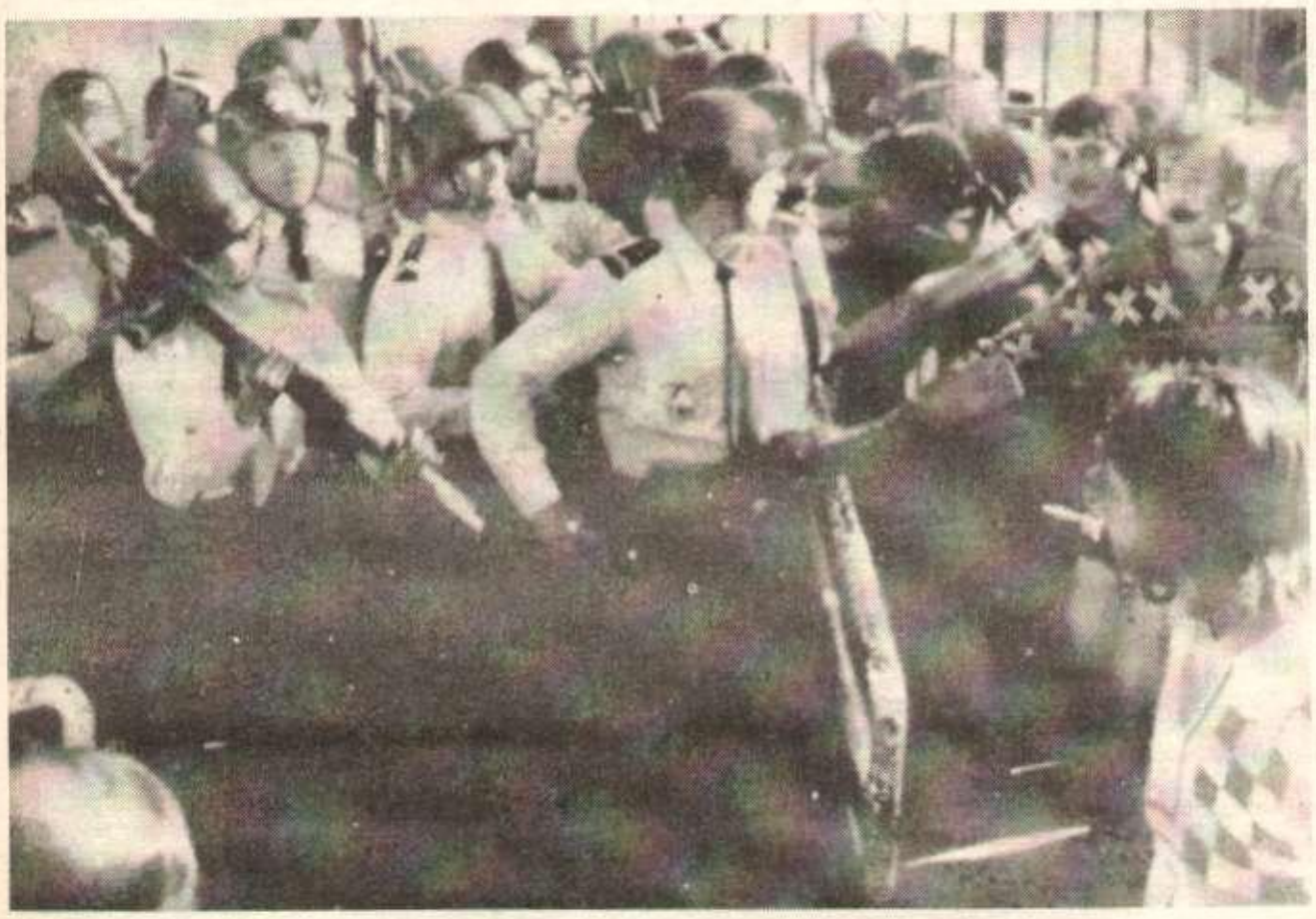
Mais pour le peuple iranien, cette campagne anticorruption n'est que du bluff qui vise à faire oublier l'essentiel : la répression des masses populaires et les arrestations des dirigeants de l'opposition.

Depuis le début des années 1970, l'URSS, en tant que superpuissance, développe une politique offensive d'ingérence et d'agression militaire ouverte (comme en Afrique) ou camouflée (sous forme de coups d'État comme en Afghanistan et au Yémen du Sud) afin de s'assurer l'hégémonie mondiale face à son rival américain. Du coup, les cliques à sa solde, telle que le Toudeh, adoptent un langage tout différent et préconisent la soi-disante solution du « renversement » des régimes inféodés à l'impérialisme US (...).

Ce que les traitres cherchent à établir en Iran, ce n'est pas une république populaire vraiment libre et démocratique, mais une « république » à l'Afghanistan, c'est-à-dire, un régime totalement inféodé à la superpuissance russe, une base avancée de cette superpuissance dans la région du golfe Persique et de l'océan Indien. Cela a un intérêt vital pour les Russes qui cherchent à mettre la main sur l'artère de ravitaillement en pétrole de l'Europe, ce qui équivaudrait à étouffer l'impérialisme US et de s'assurer une position clé dans la course à l'hégémonie mondiale (...).

Le PUY

Contre la répression



C'était lundi au Puy. Il y eut ce jour là plusieurs blessés dont trois graves parmi les licenciés d'Élastel.

« Union, action contre la répression » : c'était mercredi le mot d'ordre de la manifestation qui a regroupé près de 2 000 personnes contre la répression qui avait frappé, deux jours avant, les travailleurs d'Élastel (la 2e usine de la ville après les Tanneries).

La police avait non seulement blessé plusieurs travailleurs mais en avait arrêté trois : ils ont été libérés mardi après que les travailleurs d'Élastel aient séquestré, durant toute la journée, leur directeur.

Mais ils sont toujours inculpés.

C'est pourquoi les manifestants, après s'être rassemblés à la bourse du travail, se sont rendus à la préfecture puis au palais de justice.

La manifestation, par le nombre et par sa vigueur, témoigne d'une forte mobilisation dans une région où chômage et répression vont de pair.

Après les manifestations qui avaient accueilli comme il convient Barre, en mars dernier, des travailleurs immigrés avaient été arrêtés et expulsés.

Aujourd'hui, ce sont des syndicalistes qui sont inculpés.

Le premier ministre, Barre, et son second, Barrot, tiennent bien le même langage !

Les plans de chômage de Giscard-Barre avancent à coups de matraque !

Terrin

Poursuivre la mobilisation

La mobilisation se poursuit à Marseille autour des travailleurs de Terrin qui maintiennent l'occupation des treize établissements.

Le mercredi 12, le PCF a organisé un rassemblement des travailleurs sans emploi de toute la région devant le SPAT et Lazzarino a formulé les propositions du PCF au moment même où Marchais rencontrait Boulin.

De son côté, Defferre a rencontré Le Theule, ministre des Transports et a conclu sur un « espoir » de sauver Terrin. La concertation au sommet se poursuit donc. Les travailleurs de la navale marseillaise peuvent-ils en attendre la solution de leurs problèmes ?

Certes non !

Le véritable point fort de la mobilisation était prévu pour la journée du jeudi après-midi, 14 septembre, qui devait avoir une ampleur exceptionnelle.

Toute la population marseillaise et les travailleurs de la région, de la Ciotat, de Toulon devaient se réunir à Marseille à l'appel des syndicats CGT et CFDT.

Les travailleurs du port étaient appellés à 24 heures de grève et des débrayages étaient prévus pour les autres secteurs.

Comment l'« Aurore » voit la fermeture de Terrin

« On ne cesse de traumatiser Marseille avec cette question... Car finalement, à part les « activistes » des mouvements et des syndicats qui sont en service commandé, la population elle, « s'en fout bien de l'affaire Terrin ». Le conflit ne préoccupe pas autant la ville que les socialo-communistes et leurs médias dévoués voudraient le faire croire. D'abord, parce que les « Terrin », eux-mêmes, à part les militants CGT ne sont pas dans la rue — mais aussi à cause de la réputation qu'ils ont acquise au cours de longues années, fiers d'être les mieux lotis, les mieux payés... »

Le journaliste termine ainsi : *« A Marseille, sur le port, un navire s'appelle un otage. C'est pratique lorsqu'il veut faire accepter ses droits. Le résultat est que les armateurs n'envoient plus leurs navires sur la cité phocéenne... »*

Les travailleurs de Terrin et la population marseillaise jugeront.

Terré dans son bunker

Somoza menace

Esteli, Masaya, Leon, Chinandega sont toujours aux mains des guerilleros. A Masaya, la quatrième ville du pays, les combats qui opposent la population à la Garde nationale sont très violents. La caserne où sont retranchées les forces de la Garde est encerclée.

Partout, les actions des sandinistes se multiplient.

Tout cela n'empêche pas Somoza de crier victoire dans son bunker : alors que l'insurrection ne fait que progresser, Somoza déclare qu'elle est désormais écrasée.

Alors que l'épreuve de force continue, Somoza a fait appel à l'opposition non-armée pour entamer le dialogue. On peut voir là la patte de l'impérialisme américain qui espère toujours trouver une solution de rechange au visage plus démocratique.

Le dictateur a, par ailleurs, annoncé que si les sandinistes poursuivaient la lutte armée, il ne ferait *« pas de quartier »*.

Ainsi, c'est toute la population du Nicaragua qui serait menacée si jamais Somoza arrivait à se maintenir au pouvoir.

Cependant, ces promesses et menaces ne semblent pas avoir beaucoup d'effets sur la population qui, n'ayant vraiment rien à perdre, a engagé une lutte sans pitié, prête à aller jusqu'au bout.

Le PCF face à Boulin et au chômage

Marchais, au sortir de deux heures d'entretien avec le ministre du chômage – pardon ! « le ministre du Travail » – a déclaré que cette rencontre n'avait servi à rien. Elle a quand même permis au PCF de lancer son plan sur le chômage. Mais les propositions de Marchais pour combattre ce mal du capitalisme ne sont guère plus concluantes.

Ce n'est pas une surprise pour Marchais que de n'avoir pas trouvé de terrain d'entente avec Boulin, lors de cette entrevue faite à la demande du gouvernement Giscard. Alors pourquoi y avoir été ?

Il ne faut, en effet, laisser aucune illusion sur le fait que la concertation giscardienne ne peut pas satisfaire les besoins des travailleurs, qu'elle ne sert qu'à relever l'image de marque du gouvernement. Et ne laisser aucune illusion sur la concertation, c'est refuser de se donner en spectacle en allant discuter avec Boulin sous les flashes des journalistes.

Mais venons-en au fond de l'affaire. Marchais a exposé à Boulin les mesures que propose le PCF pour remédier au chômage. Que ces mesures ne correspondent pas *aujourd'hui* à ce que veulent *aujourd'hui* les monopoles et le gouvernement qui les représente, bref que Boulin ne tombe pas d'accord avec Marchais mercredi dernier, est un fait. Mais cela ne veut pas dire pour autant que les mesures proposées par le PCF soient une arme efficace au service de l'emploi et des travailleurs.

La première mesure, celle qui commande l'ensemble, c'est la relance, *« une nouvelle croissance de l'activité économique »*. Et on nous précise bien qu'il ne s'agit pas d'*« une simple relance de la consommation et de la croissance »*, dans la mesure où elle est accompagnée de certaines mesures comme l'amélioration des conditions de travail, la mobilisation de moyens financiers et l'extension de la démocratie.

Il existe ainsi une relance économique-PCF comme il existe une relance économique-PS et même une certaine relance économique-Barre, quand celui-ci dit . produisez et exportez. Or, là n'est pas le fond du problème ni la solution du chômage.

La cause de la crise actuelle (et de ses effets comme le chômage) est la suivante : les capitalistes, dans leur course au profit maximum, se livrent à une concurrence acharnée, les plus gros absorbent les plus petits.

A cette loi inéluctable correspond toute la mise en place de restructurations, de fermetures et de licenciements que l'on connait aujourd'hui, à Terrin ou chez Boussac, par exemple.

Or, en quoi la relance de la consommation et de la production, quelle que soit la nuance, s'attaque-t-elle à la concurrence capitaliste ? En rien.

Combattre cette domination des monopoles qui font la loi sur le « marché du travail », c'est aujourd'hui répondre pied à pied par la lutte à toute fermeture, à tout licenciement, à toute réorganisation néfaste du travail.

En menant ces combats aujourd'hui partiels, la classe ouvrière accumule des forces et porte des coups au capitalisme. Elle prépare la destruction complète des monopoles et de leur État.

Marchais place ses hommes

Maxime Gremetz, succède à Jean Kanapa, à la tête de la section de politique extérieure du Comité central du PCF. Gremetz est avec Fiterman et Lajoinie, qui a parlé dimanche à la fête de *L'Humanité*, un des « jeunes poulains » de Marchais.

Gremetz fait partie de cette génération de jeunes cadres du PCF, qui vivent dans l'entourage de Marchais et ont bénéficié d'une promotion très rapide depuis le 22e congrès. Il se retrouva soudain membre du Bureau politique, député dans une circonscription sûre – la première de la Somme – directeur de *France nouvelle* à la mort de François Billoux.

Déjà, dimanche dernier, à la fête de *L'Humanité*, c'est un proche de Marchais aussi qui avait tenu le discours central : Lajoinie. Après le 22e congrès, André Lajoinie s'était trouvé bombardé au Comité central puis au Bureau politique, chargé ensuite de la section agricole et du journal paysan du PCF *La Terre*. Puis aux élections, Marchais, lui avait trouvé – à lui aussi – une circonscription sûre, la troisième de l'Allier.

Deux faits qui laissent planer un doute sur le caractère démocratique des nominations au sein de la direction du PCF. Est-il démocratique en effet qu'un premier secrétaire s'entoure d'une cohorte de « jeunes loups » qu'il place à tous les postes clé pour contrôler personnellement la marche des affaires ?

Vie syndicale

Les paroles et les actes de Séguy et Maire

Au meeting de la porte de Pantin, mardi 5 septembre, Séguy disait : « *Les motifs de mécontentement parmi toutes les catégories de salariés ne font, hélas, pas défaut ; la combativité des travailleurs non plus. Dès lors, il dépend essentiellement des initiatives des organisations syndicales que l'action se développe dans les entreprises, qu'elle se coordonne par branche, localité, département, région jusqu'à l'échelle nationale et interprofessionnelle* ».

Maire, le lendemain, à la Mutualité, disait que « *rien ne s'obtenait sans lutter, qu'il fallait préparer le terrain* ».

Bref, à les écouter, c'était à une riposte solide et sérieuse qu'il fallait s'attendre.

Mais depuis, qu'ont fait ces deux leaders syndicaux pour impulser la lutte ?

Ainsi, le journal des patrons, *Les Échos*, nous apprend que le ministre du chômage, Boulin, a reçu successivement les dirigeants de FO, de la CFDT, de la CFTC, qu'il recevra prochainement ceux de la CGT... Vous pensez, quand les travailleurs ne reçoivent d'autres réponses à leurs revendications de la part de Barre et Cie que des coups de matraque, comme au Puy, on voit déjà de quelle efficacité seront ces entrevues à froid ! Cela, les leaders syndicaux le savent bien ! Il est édifiant de voir le langage qu'ils tiennent dans les meetings, puis comment ils courent voir Boulin.

Pour ce qui est de l'unité syndicale dont Maire et Séguy avaient aussi parlé, les 5 et 6 septembre, la CFDT et la CGT se rencontreront lundi prochain. Se battre et dans l'unité est une aspiration profonde et impérieuse de bon nombre de travailleurs. Comment s'annonce cette rencontre ?

Que propose Maire ? « *S'il y a accord, tant mieux, mais cette entrevue sera plutôt l'occasion d'une discussion approfondie pour voir si, dans l'avenir, nous pourrons nous rapprocher* ».

On est fixé. Côté dirigeants de la CFDT, on ne s'attend à rien ; quand les prix montent, quand les licenciements se multiplient, on parle de « *pour voir si dans l'avenir* »...

Pour ce qui est de l'action envisagée par la CFDT, on apprend que « *la majorité des militants est très désireuse de voir les négociations avec le patronat aboutir* », « *qu'il faut une pression de la base* », « *qu'il faut continuer à dénoncer la politique gouvernementale, mais que l'action syndicale ne doit pas s'arrêter là* », etc.

Passons sur ces fameuses négociations avec le patronat. L'assemblée consultative des métallos parisiens CFDT, rejetant à la quasi-unanimité l'accord-cadre sur la métallurgie, montre bien le réponse des travailleurs à ces négociations.

A propos de l'action, rien, pas de directives précises, du vague, des mots...

Pour ce qui est de la CGT, on apprend, par la bouche de Maire, qu'elle propose « *une semaine d'actions diversifiées, au niveau des entreprises et des localités, avec délégations auprès du gouvernement et du CNPF* ».

On sait déjà ce que valent ces « *semaines d'actions diversifiées* » ! C'est, par exemple, des pétitions dans les PTT ! Elles n'ont pas pour but d'augmenter la combativité des travailleurs et de leur donner confiance, mais de se terminer en queue de poisson par des délégations auprès des ministres ou du CNPF ! Le but de telles semaines d'action est de dénoncer la politique gouvernementale. La majorité des travailleurs conscients en a marre des Giscard-Barre-Ceyrac, ce qu'elle veut, c'est lutter réellement pour ses revendications. Quand le journal bourgeois, *Les Échos*, bien informé généralement de ce que disent les patrons, titre « *Les négociations pour l'emploi débutent dans un climat social calme* », il sait très bien que ce ne sont pas les directives de Maire, Séguy et autres Bergeron qui le troubleront.

Que veulent les travailleurs ? Ce n'est pas l'unité au sommet des Maire, Séguy et Cie avec des « *si dans l'avenir* » ni des actions qui ne débouchent que sur des visites à Barre.

Ce que les travailleurs veulent, c'est une unité de combat, celle qui se forge dans la lutte quotidienne, pour arracher leurs revendications et faire respecter leur dignité.

René BRÉAND

☆

Les policiers revendiquent

Ils veulent bien tuer, mais pas l'être !

Une délégation de l'intersyndicale de la police a été reçue à l'Élysée et par Bonnet le ministre de l'Intérieur, leur chef. Les revendications des policiers (qui se sont plaints de ne pas avoir été reçus par Giscard lui-même), portent sur « l'insuffisance des moyens », et sur leur propre sécurité.

Après qu'un inspecteur de police ait été tué au cours de l'affaire de l'Ambassade d'Irak, un autre policier a été blessé, boulevard Voltaire il y a quelques semaines.

Les flics veulent bien tuer les autres : ces hommes à la gâchette facile et entraînés dans ce sens, ont beaucoup de victimes à leur tableau et les bavures, ont été particulièrement nombreuses ces temps-ci (de l'homme abattu par les flics qui s'étaient trompés d'étage, aux balles perdues dans les fusillades de rues).

Bien sûr, ils ne veulent pas être tués !

Mais qu'est-ce qui protégera les immigrés ou les jeunes des tabassages dans les commissariats ou dans la rue, sans parler des femmes violées par des policiers ?

Plus de moyens pour la police, c'est aussi plus de moyens contre les grévistes, les coups de mains contre les travailleurs jusque dans leur lieu de travail...

La police fait partie de l'appareil d'État bourgeois que dirige Giscard aujourd'hui. C'est en fait sur le peuple que pèse l'essentiel de son activité. Et c'est sur le peuple que retombent les différends, entre ceux qui font partie de l'appareil d'État et ceux qui en tiennent les rênes.

Une des solutions de Nicole Pasquier pour résoudre le chômage chez les femmes

Entrez dans la police !

Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'État chargée de l'emploi féminin auprès du ministre du Travail, a lancé, le 12 septembre, l'opération « *Ouverture de nouveaux métiers pour les femmes* ». Elle reprend ainsi à son compte la campagne ouverte par Ceyrac pour l'emploi des femmes.

Ceyrac disait : « *Le système actuel de formation oriente généralement les femmes vers les métiers les moins qualifiés et vers les professions les plus touchées par la crise, où il y a plus de demandes que d'offres. Une révision profonde est nécessaire. Il faut repenser le rôle des femmes dans une économie moderne. Il n'y a plus de "métiers féminins". Cette imbécilité doctement transmise a fait son temps.* »

Mme Pasquier rajoute : « *J'ai demandé aux directeurs départementaux du travail et aux directeurs des agences pour l'emploi de tout mettre en œuvre dans les mois à venir pour favoriser l'ouverture aux femmes de toutes les professions, de tous les métiers, de leur permettre de s'engager dans des voies nouvelles, non-traditionnelles, auxquelles* elles *ne pensaient pas.* »

C'est donc de la faute des femmes si elles n'ont pas de travail qualifié ! Elle le confirme plus loin : « *Si elles restent, en moyenne, plus longtemps inscrites comme demandeurs d'emploi que les hommes et si elles perçoivent le plus souvent des salaires moins élevés, c'est très largement parce qu'*elles *se cantonnent dans certains types d'emploi* ».

Voilà l'art de la bourgeoisie de faire passer le blanc pour le noir : le chômage des femmes n'est plus dû à la crise mais il est le résultat du manque d'imagination des femmes. Tous ces discours camouflent mal que le gouvernement ne se donne aucun moyen réel pour diminuer le chômage des femmes : ce n'est pas une demande aux directeurs des agences pour l'emploi qui changera quelque chose si on ne donne pas des moyens concrets... Et les mesures concrètes se limitent, pour l'instant, à la création d'un fonds de trois millions de francs pour « *amorcer de nouvelles formations dans les organismes déjà existants comme l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)* », alors que 52 % des demandeurs d'emploi sont des femmes, qu'on en juge !

Les expériences déjà en préparation sont un programme de formation « *en dépannage électro-ménager* » à Saint-Étienne, au métier de caristes (qui sont encore des OS) dans la région parisienne. Comme on le voit, c'est très original et très qualifié !

Quant aux nouvelles voies pour les femmes qu'imagine Mme Pasquier, c'est encore mieux : « *Je pense à la mécanique automobile, à l'électricité, à tous les métiers de l'artisanat* » (mais avec la concentration capitaliste, l'artisanat est voué à disparaître !). « *Je pense également aux gardiennes de la paix (!), aux transports en commun* ».

La solution pour les femmes chômeuses, c'est d'entrer dans la police pour participer à la répression des autres travailleurs car, de toutes les propositions de Mme Pasquier, c'est la seule où il est prévue une embauche massive.

☆

L'HUMANITÉ ROUGE – vendredi 15 septembre 1978

Plan pour l'emploi à la campagne

Nouvelles mesures d'accélération de l'exode rural

Pour Méhaignerie, le ministre de l'Agriculture, il faut une « *agriculture compétitive, exportatrice* » et une loi-cadre vient en fixer les objectifs pour l'an 2 000.

Rendre l'appareil de production compétitif, exporter, ce langage, les capitalistes des autres secteurs de l'économie l'emploient aussi. Pour les ouvriers, cela veut dire licenciements, chômage, aggravation des conditions de vie et de travail.

Dans l'agriculture, ces deux termes signifient élimination des petits paysans non-rentables. Ainsi, sur 492 000 exploitations agricoles endettées, 120 000 (essentiellement des petits paysans) sont surendettées. Pour eux, cela veut dire ruine, chômage. Cela signifie aussi que les petits et moyens paysans ont le même ennemi : le système capitaliste et ses gestionnaires actuels, les Giscard, Barre et Cie.

D'ailleurs, chez les petits paysans existe la même aspiration à l'unité pour lutter, par exemple contre les expulsions de fermiers (affaire Saintot, Gricourt, etc.), la même aspiration à l'organisation et à l'action.

Pour la classe ouvrière, cela montre la nécessité de s'allier avec la petite et moyenne paysannerie pour lutter plus efficacement contre ce système capitaliste qui est l'ennemi de tous les travailleurs de la ville et de la campagne.

Nous reproduisons ci-dessous un éditorial de *La Faucille*, publication des communistes marxistes-léninistes en direction des travailleurs de la campagne *(La Faucille* No 67 – 13 septembre 1978).

Solidarité ouvriers-paysans lors de la moisson du Pinel.

Profitant de la période habituellement calme de l'été, le gouvernement a mis au point plusieurs mesures allant nettement à l'encontre des intérêts des petits et moyens agriculteurs de notre pays.

L'ensemble de ces mesures sont d'ores et déjà connues, sinon dans leur détail, du moins dans leur esprit.

Ces mesures concernent les aides à l'élevage, les crédits d'équipement, les aides aux sinistrés ainsi que la protection sociale et la fiscalité. Les prêts spéciaux élevage sont largement réduits en quantité et dans leur durée. Les subventions « bâtiment-élevage », y compris pour les zones de montagne ou défavorisées, sont réduites.

En ce qui concerne les crédits, d'ici deux ans, les agriculteurs ne disposant pas de plan de développement n'auront plus droit aux prêts bonifiés pour leur équipement, l'État prévoyant, par ailleurs, que, d'ici la fin du 7e plan (1980), seule une exploitation sur quatre pourra disposer d'un plan de développement. Un groupe de travail inter-ministériel prépare actuellement un projet de réforme concernant l'octroi des aides-calamités, « dans un sens plus sélectif », a-t-il précisé. Enfin, dans le cadre de la préparation de la nouvelle loi-cadre agricole, le groupe de travail, chargé des questions sociales, prévoit des mesures restrictives à l'égard des plus petits agriculteurs concernant la Mutualité sociale agricole et l'augmentation des cotisations-vieillesse et maladie.

Giscard-Barre veulent, par de telles mesures, multiplier les « coups de balai » et accélérer ainsi le départ de l'agriculture de milliers de petits et moyens paysans à leurs yeux trop peu rentables pour le grand capital bancaire, industriel et commercial. Ils sont d'ailleurs tellement pressés de voir aboutir leurs sinistres projets que, profitant de la situation syndicale actuelle, ils ont préparé une partie de ces mesures en douce, sans même consulter Debatisse, le soi-disant champion de la « concertation ». Il faut dire aussi que Méhaignerie, le très docile ministre de l'Agriculture, n'a lui-même pas été consulté.

Barre, dans une récente interview au journal *Le Figaro*, a donné des éléments expliquant la politique agricole actuelle. Abordant la question cruciale du développement des exportations pour sortir l'économie capitaliste française de la crise mondiale, Barre déclare que **« l'amélioration de notre compétitivité exige une modernisation vigoureuse de notre agriculture et de notre industrie agro-alimentaire... ».**

Le fameux « pétrole vert », dont avait parlé Giscard, devrait donc être produit en plus grande quantité et, surtout, avec des coûts de production bien moindres, pour faire jouer au mieux la concurrence sur les marchés internationaux.

Les mesures envisagées par l'État ne sont certainement pas sans rapport avec le bilan de la Commission de l'agriculture et de l'alimentation chargée des travaux de réactualisation du 7e plan. Ce bilan est bien sombre en rapport des prévisions de 1975. Les échanges agro-alimentaires devaient rapporter 20 milliards par an. L'an passé, ces échanges auront été déficitaires de 7,7 milliards de francs. Selon ce bilan, les exportations agro-alimentaires, en 1977, ont baissé en volume de 18 % par rapport à 1974. Le rapport note également que, contrairement à tous les autres secteurs de l'industrie, celui de l'agro-alimentaire n'a pas été affecté au même degré par la crise. La conclusion de la Commission, où soit dit en passant siègent ces messieurs de la « profession » aux côtés de l'administration, est fort simple : la responsabilité en incombe non seulement à la petite exploitation mais aussi à l'exploitation moyenne qui ne produit pas encore assez et trop cher.

Accélération de l'exode de milliers de petits et moyens producteurs pour accroître la productivité de ceux qui resteront et diminuer ainsi le déficit global des échanges extérieurs serait une politique aisée pour l'État, si elle n'allait pas en contradiction avec l'atténuation d'un autre effet de la crise, l'accroissement du chômage. Accélérer l'exode rural, c'est actuellement augmenter le nombre des chômeurs qui atteint, cet automne, 1,2 million officiellement et qui doit être proche de deux millions si l'on compte les jeunes qui, n'ayant jamais travaillé, n'ont pas droit aux indemnités.

C'est à cette contradiction que les groupes de travail sur la future loi-cadre agricole s'attachent à trouver des solutions favorables aux intérêts immédiats et à moyen terme du grand capital. Ils s'arrachent, pour le moment, les cheveux et n'ont rien trouvé de bien original.

Face à ces menaces importantes qui pèsent sur l'avenir de milliers de petits et moyens agriculteurs, il n'y a pas d'autre solution que **l'unité, l'organisation et l'action.**

C'est le 3 septembre qu' a eu lieu dans la Sarthe une fête qui regroupait neuf comités de soutien à des paysans menacés d'expulsions. 2 000 personnes y participaient. Ici la troupe de théatre Les Jacquou *retrace l'affaire Saintot.*

L'unité, parce que, individuellement, on ne peut rien obtenir. C'est ce qu'ont montré, au printemps dernier, les deux victoires successives au Pellerin et à Malabri, de petits fermiers expulsés ou menacés de l'être. L'unité des travailleurs de la terre autour d'eux aura été un facteur décisif de la victoire. L'unité, c'est celle qui se réalise dans les communes, ou plus largement, en regroupant le maximum de travailleurs qu'ils soient adhérents d'un syndicat ou non.

L'organisation, parce qu'une véritable unité ne peut se réaliser sans elle.

L'action, parce que l'expérience montre, chaque jour, que ce ne sont ni les belles paroles ni les promesses qui contribuent à changer les choses. L'action consciente, unie et organisée de milliers de paysans constitue une force considérable, seule capable de faire reculer le pouvoir et la mise en application de ses sinistres projets.

Lucien NOUVEAU

POLITIQUE ET SOCIAL

Election partielle dans le 14ème

L'effritement à gauche

Les 17 et 24 septembre en même temps que dans la 1ère circonscrption de Meurthe et Moselle, une élection législative partielle aura lieu dans la 16ème circonscription de Paris (14e arrondissement). Cette élection est marquée par la lutte acharnée que s'y livrent le PCF et le PS.

Le 5 septembre la direction du PCF refusait l'offre de candidature commune faite par le PS. C'est que le but des deux partis dans cette élection est, peut-être moins de battre de La Malène, le candidat commun du RPR et du PR, que d'être le premier à gauche. Quant aux radicaux de gauche, (plutôt favorables à Fabre) ils se présentent de leur côté. C'est donc l'effritement à gauche. Pour en revenir à la rivalité PC-PS, selon le journal *Le Matin*, un membre du PCF se présenterait comme *« écologiste indépendant »*, histoire de prendre quelques voix supplémentaires à la candidate socialiste : Edwige Avice.

Si aucun des gros partis en présence ne lésine sur le soutien à apporter à leur candidat, le PCF lui met le paquet : Marchais a parlé jeudi 13 dans une salle du quartier, une réunion organisée par le PCF sur les femmes dans le 14e a lieu dans le luxueux hôtel Shératon. Enfin c'est la candidate du PCF Rolande Perlican qui devait représenter le PCF au débat d'Antenne 2 sur le chômage. C'est le refus d'Antenne 2 qui prétexta le *« coup d'éclat »* de Juquin lundi soir.

Venant après le sérieux recul du candidat du PCF lors de l'élection du Pas-de-Calais qui avait donné lieu à une *« autocritique »* de Fiterman dirigeant du PCF, les dirigeants de ce parti veulent en quelque sorte une revanche.

Mais pour les travailleurs du 14ème soumis aux expulsions en particulier, et comme les autres au chômage et à la vie chère, que peuvent-ils espérer d'une telle élection ? Rien assurément. PC et PS se réclament des luttes menées dans le 14ème contre les expulsions, mais qui avant tout sont celles des habitants du quartier.

Que peuvent-ils espérer des partis en lice qui, même quand ils étaient unis n'ont rien fait pour faire échec au plan de misère du pouvoir et qui n'en font pas plus aujourd'hui.

Le *« coup d'éclat »* de Juquin à Antenne 2, c'est aussi un coup de pouce à la candidate PCF du 15ème à Paris.

Dans le courrier des lecteurs de «Libération»

A propos de l'URSS

La rubrique « Courrier des lecteurs » du journal *Libération* est depuis quelque temps le lieu d'un débat sur la nature de l'URSS.

Ce débat a été provoqué par un lecteur qui dénonçait le caractère réactionnaire des dénonciations faites par *Libération* à propos des droits de l'homme en URSS : *« ... Mais le moindre tract sur les prétendus droits de l'homme dans les pays de l'Est trouve aussitôt un écho dans votre journal... », « ... et ce n'est pas parce que quelques individus en mal de la bourgeoisie calomnient les régimes qu'ils (*les dirigeants des pays de l'Est) *se doivent de baisser les bras »*.

Le débat fut relancé par un certain Alan qui s'en prenait à ceux pour qui *« il n'existe aucune différence entre les régimes fascistes de l'Ouest et ceux totalitaires de l'Est »*. Il défend la thèse de *« l'URSS, c'est pas joli-joli, mais ça reste la principale force de paix »* en concluant qu'il faut choisir son camp.

Nous publions ci-dessous des extraits de la réponse faite par un lecteur algérien de *Libération* qui est parue dans le numéro daté du 13 septembre. Nous la publions malgré une réserve. Nous comprenons et partageons la colère de ce travailleur face aux dirigeants du PCF, mais nous pensons qu'il faut faire soigneusement la distinction entre dirigeants et militants et qu'avec eux, c'est le langage fraternel des explications et non des injures qu'il faut utiliser. D'ailleurs, nombreux sont les militants du PCF qui sont en désaccord avec leur direction en ce qui concerne la nature de l'URSS.

« ... Moi, je ne n'ai pas rencontré, je vis, je subis l'exploitation capitaliste à l'usine et " dans ma maison ", foyer Sonacotra (tu connais ?). Je sais ce que c'est dans la vie la misère, la répression physique et morale. Lorsque, Du-con-la-joie, tu dis : " Les gens se battent pas contre la dictature, l'oppression, le capitalisme, mais contre d'autres gens ", tu parles pour toi et ton parti le PCF.

» En effet, vous vous battez pour prendre le pouvoir à Giscard, Chirac, mais non pas pour transformer la société et lutter contre la misère. Il suffit de vous voir à Alsthom ou aux foyers Sonacotra.

» ... Alan, quand je te lis, j'ai envie de vomir, tu augmentes mon malaise que j'ai dans cette société capitaliste, j'ai envie de te cracher en pleine figure, toi et tes copains *(révisionnistes)*. Et lorsque tu dis : " Sans le soutien des Soviétiques et des pays socialistes, la France aurait encore une préfecture à Oran ", mon poing sur la gueule !

» C'est le sang de mon peuple, de mes frères qui a cassé l'échine de l'impérialisme français dans mon pays et tu oses dire que c'est grâce à vous et à ton parti qui vota les crédits de guerre et insultait les patriotes algériens qui prenaient les armes contre les colonisateurs. Seuls ont droit à l'estime des Algériens les communistes français restés fidèles à la 8e des vingt-et-une conditions de l'Internationale communiste définies par Lénine : *"... Les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite claire et nette. Ils doivent dévoiler impitoyablement les prouesses de " ses " impérialismes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en faits, tout mouvement d'émancipation dans les colonies "*.

» Seuls, eux, ont droit à notre estime. Je cite Fernand Yveton, militant communiste, ouvrier à EGA, guillotiné à la demande de François Mitterrand ; Jacques Jurquet (et ses camarades qui luttèrent à l'intérieur du PCF contre la ligne de trahison de leurs dirigeants contre l'Algérie, ainsi que tous les autres progressistes qui ont soutenu sincèrement le peuple algérien.

» Non, Oran ne sera pas le Chili, l'Indonésie, la Tchécoslovaquie ou l'Éthiopie. Si nous nous sommes battus contre l'impérialisme français, ce n'est pas pour le remplacer par un autre impérialisme. Les travailleurs algériens sauront continuer la révolution et imposer la dictature du prolétariat. Dictature sur le capitalisme, démocratie pour le peuple algérien. Tout en renforçant l'indispensable indépendance nationale, première pierre de la construction du socialisme !

» L'Afrique aux peuples africains !

» La Méditerrannée aux peuples de Méditerranée !

» USA-URSS, hors du sol africain et de nos mers ! »

Télévision

SAMEDI 16 SEMPTEMBRE

TF1 : 14 h 30 : Maya l'abeille.

Bien qu'il soit produit aux États-Unis, ce dessin animé sera certainement plein d'intérêt. Il est consacré à la vie d'une abeille et fait partie d'une série de 52 épisodes portant sur les insectes.

DIMANCHE 17 SEPTEMBRE

A2 : 15 h : les avatars de Charlot.

Il n'est guère besoin de présenter Charlot. Quant au film projeté dimanche, nous ne le connaissons pas, mais rire avec Charlot est un plaisir trop rare.

FR3 : 16 h 30 : Comment Yukong déplaça les montagnes : No 3 — Impressions d'une ville : Shanghaï.

C'est à une promenade dans la plus grande ville de Chine que nous convient J. Ivens et Marceline Loridan. Cette promenade est émaillée de rencontres avec des habitants.

FR3 : 20 h 30 : Jules Ferry.

Connu comme celui qui a institué l'école laïque, gratuite et obligatoire, Jules Ferry n'est pas l'humaniste dont l'histoire bourgeoise nous donne l'image. Jules Ferry fit partie du gouvernement versaillais qui réprima sauvagement la Commune de Paris en 1871. Marx dit de lui dans *« La guerre civile en France » : « Jules Ferry, avocat sans le sou avant le 4 septembre, réussit comme maire de Paris pendant le siège à tirer par escroquerie une fortune de la famine »*. Les communards lui donnèrent le nom de *« Ferry-famine »*. Il s'illustra aussi comme un partisan acharné du colonialisme français. Devenu président du conseil des ministres, en 1880, il fut l'un des principaux instigateurs des expéditions coloniales en Tunisie, au Tonkin (Vietnam actuel) et à Madagascar.

LUNDI 18 SEPTEMBRE

TF1 : 20 h 30 : la grande bourgeoise.

Bologni, le réalisateur, a souvent fait des films à thème social. Dans ce film, il met en scène une militante socialiste Linda qui a épousé un comte réactionnaire de qui elle ne tarde pas à se séparer. Après trois ans de séparation, pour le bien de leurs enfants, ils tentent de reprendre la vie commune. Mais le frère de Linda, qui conçoit un amour incestueux pour sa sœur, décide de tuer le comte, symbole de la pourriture de la bourgeoisie.

A travers une histoire plutôt bizarre, Bologni a voulu peindre la pourriture de la bourgeoisie et aussi la trahison de l'idéal socialiste que constitue le crime dont se rend coupable le frère de Linda.

A2 : 22 h 35 : l'Europe.

Première d'une série de quatre émissions. Elle comprend l'interview d'un politicien de la majorité, J.F Deniau, auteur d'un livre *« L'Europe interdite »*. Deniau parlera de l'unité européenne sur les plans politique, économique et culturel.

Étant donné l'actualité et l'importance de l'unité européenne, cette émission peut avoir un intérêt, si on ne se lève pas trop tôt le lendemain.

MARDI 19 SEPTEMBRE

TF1 : 20 h 30 : La ronde de nuit.

« La ronde de nuit » est un tableau d'un très grand peintre hollandais, Rembrandt. Ce tableau est un portrait de groupe représentant le chef de la milice d'Amsterdam au milieu d'arquebusiers. Le portrait de groupe rompait, à cette époque, avec les allégories religieuses traditionnelles et constituait donc un retour de la peinture vers la réalité sociale. Au lieu de peindre les soldats avec la pompe et la pose avantageuse souhaitée par le commanditaire du tableau, Rembrantd les peind sans complaisance, ce qui fut peu apprécié par les chefs de la milice.

L'émission est constituée par un film sur Rembrandt au moment où il a peint le tableau.

FR3 : 20 h 30 : le premier verre.

Une enquête sur l'alcoolisme. Ce fléau, bien que moins répandu qu'il y a trente ou quarante ans, est loin d'avoir totalement disparu. L'alcoolisme est avant tout une maladie sociale, un fruit de la misère. C'est peut-être ce que montrera l'émission.

FR3 : 21 h 30 : Comment Yukong déplaça les montagnes : No 4 : une caserne à Nankin.

J. Ivens et M. Loridan filment les militaires chinois dans leur vie quotidienne, au cours de réunions, dans les champs qu'ils cultivent, dans les travaux d'aide aux paysans, au cours de l'entrainement, etc. On voit comment les soldats participent aux décisions, à la désignation des cadres. Le rôle du Parti communiste est mis en évidence.

... — vendredi 13 septembre 1978

Aunay-Fortier - Rouen

En lutte contre les licenciements

Cette boite, fondée après la guerre, d'abord familiale, s'est récemment transformée en société anonyme afin d'avoir des capitaux et de s'agrandir.

C'est une boite de confection qui employait, jusqu'à janvier dernier, environ 1 200 employés, en majorité des femmes.

Le personnel est assez jeune, payé au rendement et les cadences sont à l'origine de fréquentes crises de nerfs.

En janvier, il y a déjà eu 400 licenciements (déguisés en partie en mises à la retraite anticipée) : on a demandé les volontaires que cela intéressait.

Le personnel, avec le syndicat CGT (75 % des syndiqués), n'a pas réussi à les empêcher.

Maintenant, c'est de la liquidation du personnel qui reste dont il s'agit, c'est-à-dire de 614 emplois, alors qu'actuellement le carnet de commandes est plein.

Le mardi 30 août, une manifestation avait déjà regroupé 500 personnes pour protester devant chez le syndic, nommé Brajeux, qui n'a pas respecté les formes légales pour les dépôts de bilan. Le comité d'entreprise n'a pas été prévenu, comme il doit l'être, soixante-douze heures avant cette décision. Ensuite, le cortège s'était rendu à la préfecture où une délégation avait été reçue.

C'est une nouvelle manifestation qui s'est déroulée hier, témoignant de la forte combativité des filles.

Procès contre les résidents d'un foyer Sonacotra

Cinq résidents du foyer Sonacotra de Fontaine d'Ouche, à Dijon, ont été convoqués au palais de justice, le vendredi 15 septembre à 14 heures.

A l'origine, le procès devait avoir lieu en juin. Mais il avait été reporté à septembre.

Le foyer de Fontaine d'Ouche est en grève des loyers depuis trois ans environ.

Un tract commun PCMLF-PCRML a été largement diffusé pour appeler au soutien des résidents convoqués devant la justice.

Massey - Ferguson - Marquette (Nord)

6 *septembre*, lors du CE, la direction a annoncé l'abaissement des horaires des OS à 24 heures, et même dix jours de chômage total du 23 octobre au 2 novembre. Pour justifier ces mesures, la direction invoque :

– Les coupures de programme en tracteurs (600), moissonneuses - batteuses, presses.

– Le refus des 97 licenciements par l'inspecteur du travail.

– La baisse de l'absentéisme !!!

– Le programme prévisionnel de 1978 de 1 800 000 à 1 666 000 heures.

Par contre, les horaires des professionnels (OP) sont maintenus à 40 heures. Pour les employés, un accord est en étude pour l'indemnisation à 50 % à la suite de l'abaissement de l'horaire de 42 à 40 heures (à partir du 1er octobre) en même temps que l'augmentation des salaires et une révision du forfait pour les forfaitaires. Ainsi, la direction fait tout pour diviser les travailleurs entre eux.

D'après un communiqué CFDT

Licenciements : la liste s'allonge

La liste des entreprises qui jettent les travailleurs à la rue continue de s'allonger, celle des luttes contre les licenciements aussi.

Dans le secteur de la machine-outil déjà rudement touché, c'est à l'usine Rapidex d'Angers, que le chômage frappe. Quarante-trois des deux cents travailleurs sont sous le coup d'un licenciement tandis que certains horaires vont être diminués.

La direction de la Société européenne de brasserie est en train de mettre au point un plan de restructuration qui entrainerait 300 licenciements à la brasserie Dumesnil d'Ivry. Tandis qu'à Kronenbourg, en Alsace, quinze jours de chômage technique sont prévus pour novembre.

A Ouville la Rivière, près de Dieppe, la moitié des ouvrières de la filature ont reçu une lettre de licenciement. Samedi, elles étaient dans les rues de Dieppe où elles avaient installé un métier à tisser et procédaient à une vente sauvage de tissus.

A la Société nationale du roulement (roulements à billes), quatre mille travailleurs seront touchés par des mesures de chômage partiel dans les usines de Haute-Savoie.

Enfin, le directeur des chantiers navals de la Ciotat a confirmé lundi les 1 334 licenciements sans pour autant garantir l'avenir des ouvriers qui seront maintenus aux chantiers : le carnet de commandes est rempli de points d'interrogation.

Des patriotes iraniens interviennent au centre Georges Pompidou

Dimanche 10 septembre, alors que de nombreux spectacles ont lieu devant le centre Beaubourg, un mot d'ordre est lancé au milieu de la foule *« Shah d'Iran assassin, SS »*. Une banderole se déplie puis une autre, des mots d'ordre écrits sur des affiches : *« Solidarité au peuple Iranien »*. Des mots d'ordres et des explications sur la situation en Iran sont lancés par un patriote Iranien. Des tracts sont distribués, toutes les personnes qui étaient présentes regardent attentivement cette intervention, certaines soutiennent, applaudissent, quelques unes se mêlent derrière la banderole au milieu des patriotes Iraniens. Ceci dure environ vingt minutes, les patriotes Iraniens plient leurs banderoles de nombreuses personnes applaudissent certaines demandent des renseignements...

Un lecteur qui a soutenu l'intervention des patriotes iraniens

L'UOP communique

Lors de la dernière réunion, le Comité d'animation national de l'Union ouvrière et populaire, (ex Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) a examiné les problèmes posés par l'extension du chômage, et les conditions difficiles dans lesquelles s'effectue cette annéée la rentrée scolaire.

A l'issue de cette réunion elle a publié un communiqué dont voici un extrait :

A propos de la rentrée scolaire :

Cette année encore, la rentrée s'effectue pour les familles populaires au prix de difficultés accrues : la hausse des prix avec des indices d'été particulièrement élevés, la hausse des loyers à partir de juillet et celle prévue des tarifs publics l'augmentation sensible des impôts, en particulier celle des impôts locaux, autant d'éléments qui sont connus.

Dans ce cadre, le prix des fournitures scolaires a fait un bon en avant particulièrement sensible : quoique une publicité parfaitement mensongère, et cynique quant au fond, prétende le contraire, les études effectuées par les associations familiales et les unions de consommateurs montrent que la hausse est plus sensible que l'année dernière, notamment en ce qui concerne les vêtements et les ouvrages scolaires et qu'elle s'accompagne d'une dégradation encore plus nette de la qualité des produits qui sont exposés dans les grandes surfaces (...)

L'UOP se propose de mener une action pour dénoncer les conditions scandaleuses dans lesquelles s'effectue cette rentrée.

PROLÉTARIAT

VA PARAITRE
LE 20 SEPTEMBRE
NUMÉRO SPÉCIAL
le p.c.f. en questions

PASSEZ VOS COMMANDES, ABONNEZ-VOUS !
Abonnement 52 F - Soutien 80 F

PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H MARSEILLE
BP 320
13213 MARSEILLE CÉDEX 1 Tél. : 16 (91) 90.97.07

Abonnements communs au
Quotidien du peuple
et à
l'Humanité rouge

Abonnements de trois mois au
Quotidien du peuple
et à
L'Humanité rouge
150 F
Abonnements de six mois,
avec en supplément le Tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung
300 F
Abonnement de six mois
aux revues théoriques
Front rouge
et
Prolétariat
50 F

Note de l'administration

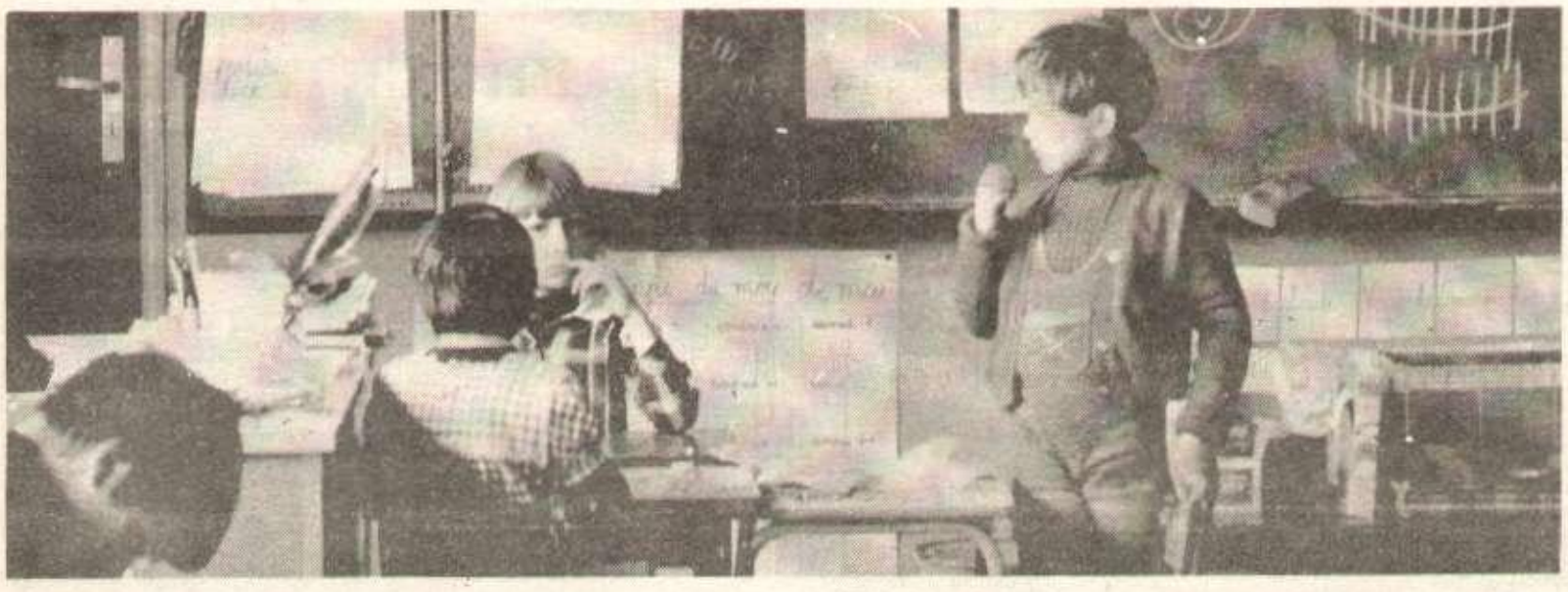
Il reste encore des numéros disponibles des bimensuels notamment ceux parus pendant les mois d'été.

D'autre part, les numéros du quotidien relatant le voyage en Chine des rédacteurs de *L'Humanité rouge* ont été regroupés en une série de vingt-trois numéros disponibles pour le prix de 10 F.

PASSEZ VOS COMMANDES.

LE DERNIER NUMÉRO DE LA FAUCILLE EST PARU

Passez vos commandes
La Faucille BP 258, 75866 Paris cedex 18.



13 millions d'enfants rentrent en classe

Dans une école qui n'est pas faite pour eux

La bourgeoisie attache un grand intérêt à l'école. Pourquoi ? « *L'école a pour mission d'éduquer et d'instruire* tous *les enfants.* » Donc, pour la bourgeoisie, l'école est démocratique, mais cette démocratie dans la société capitaliste ne peut avoir d'autre contenu que la reproduction de la domination de la classe bourgeoise sur la classe ouvrière.
Elle enseigne, certes, à *tous* les enfants mais pendant combien de temps aux enfants du peuple et pendant combien de temps aux enfants de la bourgeoisie ? Et qu'enseigne-t-elle ?
Elle va enseigner ce qui lui est utile de mettre dans la tête des enfants pour qu'ils acceptent, une fois grands, l'exploitation capitaliste. Elle va diffuser *sa* culture, la culture bourgeoise.

L'école possède une unité interne, une continuité interne, mais cela n'est visible que pour ceux qui sont arrivés en haut de l'échelle scolaire.

L'école est une pyramide. Sa base est large et comprend tous les enfants. Puis, par le jeu des filières, de la sélection, la pyramide se réduit. L'universitaire a une vue globale de ce qu'il a appris en maternelle, en primaire, au collège, au lycée, puis à la fac. Pour lui, tous les degrés se complètent.

En revanche, pour celui qui termine sa scolarité à 16 ans, il n'y aura qu'une suite incohérente d'écoles qui l'ont mené de la maternelle au CET.

L'enseignement de l'histoire est significatif à cet égard. L'élève qui arrête ses études en 3e connaitra l'histoire de France jusqu'à la Révolution bourgeoise de 1789, il n'entendra jamais parler de la Commune de Paris ni de la guerre de 1914/1918, puisque ces sujets sont traités en première et en terminale.

L'école est conçue pour ceux qui parviendront à son sommet. Tant pis pour les élèves qui n'atteindront pas cette cime.

La bourgeoisie estime qu'ils en sauront suffisamment pour ce qu'elle veut faire d'eux.

UNE ÉCOLE POUR LES EXPLOITEURS UNE ÉCOLE POUR LES EXPLOITÉS

Contrairement à ce que la bourgeoisie nous dit, nous répète, nous rabâche, il n'y a pas une école unique, mais deux écoles parfaitement disctinctes :

La bourgeoisie possède sa propre école, où elle met ses enfants, tandis qu'elle en a crée une autre pour les enfants des travailleurs.

Si l'école pour les futurs exploiteurs est bien huilée et tourne sans trop d'accrocs, la bourgeoisie donne aux futurs exploités – qui se retrouvent la plupart du temps dans les centres d'apprentissage, dans les CET, etc. – un enseignement au rabais, les élèves n'y apprennent pas vraiment un métier.

– Pour preuve : sur le nombre d'enfants scolarisés, 60 % suivent l'enseignement primaire puis professionnel, le pourcentage correspond au taux de la population laborieuse des usines et des campagnes.

– Pour preuve encore : un peu plus d'un quart des jeunes qui se présentent au service militaire possèdent à peine le niveau du certificat d'études primaires.

'ÉGALITÉ DES CHANCES : UNE ILLUSION

Le cloisonnement entre ces deux écoles sert à refabriquer des exploiteurs et des exploités. C'est ce que s'efforcent de masquer les défenseurs de la théorie de *« l'égalité des chances »*, qui laissent croire que les enfants de la bourgeoisie et ceux du peuple pourraient avoir les mêmes chances de faire des études supérieures.

Il est vrai que les chances sont inégales ; un enfant d'ouvrier a beaucoup moins de chances qu'un fils de cadre de faire des études supérieures.

La seule perspective qui est offerte aux enfants de travailleurs est de « s'en sortir » individuellement et de rejeter leur origine de classe.

Le sentiment d'échec personnel est mis à dessein dans la tête des travailleurs par l'école bourgeoise pour que les travailleurs et leurs enfants en viennent à dire « qu'ils sont des débiles, des « tarés ».

Ce sentiment d'être « plus con » que les bourgeois revêt une importance capitale.

En effet, la bourgeoisie atteint son but si la classe ouvrière admet l'idée qu'elle est inférieure tandis que ceux qui dirigent (c'est-à-dire les capitlistes et toute la classe bourgeoise) sont les plus intelligents, les plus capables. Faire sienne une telle idée c'est créditer l'exploitation capitaliste d'une légitimité naturelle.

La possibilité de prendre le pouvoir, l'instauration de la dictature du prolétariat où le prolétariat a les rênes du pouvoir s'écartent d'elles-mêmes.

« S'en sortir » ou « être un débile » est l'unique alternative qui est proposée aux enfants du peuple.

L'échec scolaire frappe massivement les enfants des travailleurs. Il est dû à leur milieu défavorisé, nous diront des spécialistes de la FEN, du PS et du PC.

Il est vrai que le bruit des HLM, les petits frères dans les jambes, n'offrent pas des conditions d'études idéales.

Ces spécialistes scolaires limitent volontairement les causes de l'échec scolaire aux conditions d'études défavorables, ils ne remettent pas en cause les origines fondamentales de l'échec scolaire : le contenu de l'enseignement, la culture bourgeoise.

COMMENT EST DÉFINIE L'INTELLIGENCE ?

La bourgeoisie utilise l'argument-massue des tests pour prouver l'intelligence des enfants par rapport à une norme d'intelligence qu'elle a définie en fonction de ses intérêts.

Pendant les tests, les enfants sont mis dans une situation artificielle. L'aptitude « à parler comme un dictionnaire » est mise en valeur, les réponses qui font appel à l'expérience à la vie pratique sont méprisées.

Dans la question : « *Qu'y a-t-il de commun entre un cercle et un carré* », il faut répondre : « *ce sont des figures géométriques* et non « *ça se trace* ».

Dans certaines questions, le contenu de classe est plus voyant encore.

A la question : « *Quand on est en retard, que faire ?* », il faut répondre : « *prendre un taxi.* » « *Mon voisin de palier vient de recevoir de singulières visites. J'ai vu entrer chez lui, un médecin, un prêtre et un notaire. Que se passe-t-il chez mon voisin ?* »

Si la famille de l'enfant meurt dans les règles, laisse de l'argent en héritage et si elle peut se payer le taxi, l'enfant saura répondre et sera classé intelligent !

Dans cette école qui n'est pas faite pour eux, les enfants des travailleurs sont souvent amenés à opposer une résistance passive ou bien font éclater leur révolte. C'est le cas de ceux qui opposent un mutisme total aux interrogations du professeur, qui sèchent les cours, qui chahutent en classe, qui dégradent, qui cassent le matériel scolaire.

C'est une lutte tous ensemble, élèves, parents d'élèves, enseignants, et autres travailleurs des établissements scolaires qu'il faut mener en affirmant bien haut que nous ne sommes pas des tarés ou des handicapés socio-culturels, c'est l'école capitaliste et la culture bourgeoise qui « handicapent » les enfants du peuple.

Il faut expliquer le jeu de l'école capitaliste qui traite par la négative tout l'acquis de la classe ouvrière et l'expérience propre de ses enfants.

Dans cette prise de conscience de la nature réelle de l'école, l'attitude de la classe ouvrière est déterminante. Pour pouvoir aller au-delà des revendications portant sur les effectifs ou sur les manuels scolaires – qui sont par ailleurs tout à fait nécessaire – c'est l'unité de tous les travailleurs concernés qu'il nous faut construire.

Nathalie VILLOTIERS

La bourgeoisie inculque sa propre conception du monde

Il suffit de consulter les manuels scolaires pour comprendre de quelle idéologie, ils relèvent.

LA BOURGEOISIE EXALTE LE SYSTEME CAPITALISTE

Extraits du livre de géographie/terminale. Colin 75. *« 6 % de la population mondiale disposent de 40 % de la richesse du globe ; tel est l'étonnant résultat auquel sont parvenus les États-Unis après deux siècles d'histoire seulement. »*

Un étonnant résultat ? Dû aux agressions répétées de l'impérialisme américain contre les peuples d'Indochine et d'Amérique du Sud, au génocide des Indiens et à l'esclavage des Noirs.

LA BOURGEOISIE EXALTE L'IMPÉRIALISME ET LE COLONIALISME

Extraits du livre d'histoire de 3e – Hachette/72. *« On ne peut oublier... que l'impérialisme apporta quelques bienfaits aux peuples assujettis : abolition des coutumes barbares, diminution de la mortalité, lente diffusion de l'hygiène et de l'instruction. »*

Un petit exemple d'abolition de coutumes barbares et de baisse de mortalité : de 1908 à 1911, la population du Congo « belge » (Zaïre) passe de vingt millions d'habitants à huit millions et demi d'habitants ; au Congo « français » des tribus de 40 000 personnes sont réduites de moitié.

Extraits du livre d'histoire de 3e – Colin. *« La population musulmane très nombreuse (Kabylie) avait laissé peu de terres pour les colons ».*

LA BOURGEOISIE MÉPRISE LES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Extraits du livre d'histoire de terminale/66

« En 1949, les communistes (chinois) prennent la tête d'un pays arriéré (...) accoutumé à subir sans réaction toutes les épreuves. »

Ainsi la bourgeoisie inculque sa propre conception du monde, de l'histoire, à la classe ouvrière.

L'HUMANITÉ ROUGE – vendredi 15 septembre 1978

Directrice de publication : Suzanne Marty — Commission paritaire No 57952 — Distribution NMPP — Imprimerie La Nouvelle — Dépôt légal : 3e trimestre 1978